

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	7
Avant-propos	9

PARTIE 1

THÉORIE CONSTITUTIONNELLE ET PRINCIPAUX TYPES DE RÉGIMES

CHAPITRE I

L'État	13
Section 1 La définition des États	14
A) Les éléments constitutifs d'un État	16
I. La population	16
II. Le territoire	19
III. Le pouvoir	21
a) L'État détermine les normes	21
b) L'État a le monopole de la force	22
B) Les caractères juridiques d'un État	24
I. L'État a la personnalité morale	24
II. L'État est souverain	24
a) La souveraineté au plan interne	25
b) La souveraineté au niveau externe	25
c) Les limitations à la souveraineté	26
III. Le respect du droit par l'État	30
Section 2 L'organisation des États	31
A) Les États unitaires	32
B) Les États composés	39
I. Les confédérations	39
II. Les États fédéraux	41
a) Schéma général	42
b) La création des États fédéraux	42
c) Les organes des régimes fédéraux et les principes appliqués	43
d) Les difficultés auxquelles sont confrontés les régimes fédéraux	45
C) Appréciation transversale	47

CHAPITRE II

La séparation des pouvoirs et les différentes sortes de régimes politiques

	53
Section 1 Le principe de la séparation des pouvoirs	55
A) La théorie de la séparation des pouvoirs	56
B) Les différents pouvoirs dans un État	58
I. Le pouvoir législatif	58
II. Le pouvoir exécutif	59
III. Le pouvoir judiciaire	60
IV. L'émergence d'autres pouvoirs dans l'État	61
C) Les faiblesses et les limites de la théorie de la séparation des pouvoirs	61
Section 2 Les différents types de régimes politiques	64
A) Les régimes parlementaires	65
I. Définition	65
II. Historique	65
III. Règles fondamentales	66
B) Les régimes présidentiels	72
I. Définition du régime présidentiel	72
II. Historique du régime présidentiel	72
III. Caractères fondamentaux du régime présidentiel	73
C) Les régimes d'assemblée	75
I. Définition	75
II. Historique et fondements	75
III. Principes fondamentaux	75
IV. Mise en œuvre	76
V. Appréciation	76
D) Les régimes mixtes	77

CHAPITRE III

La définition d'un cadre constitutionnel

	79
Section 1 La forme des Constitutions	80
A) Un droit constitutionnel dominé par l'écrit	81
B) La place du droit non écrit dans le fonctionnement des institutions politiques	85
I. Les Constitutions coutumières	85
II. Les règles non écrites complétant la Constitution	86
a) Des règles constitutionnelles coutumières	86
b) Des principes de valeur constitutionnelle	88
Section 2 La préparation d'une Constitution	89
A) Les circonstances à l'origine de la préparation d'une Constitution	89
I. La naissance d'un nouvel État	89
II. Un événement marquant	90
III. Une volonté réformatrice	91

B)	Les modalités de préparation des lois constitutionnelles	91
I.	La définition du texte constitutionnel	92
II.	L'adoption de la Constitution	93
Section 3	Le contenu des Constitutions	94
A)	Les règles d'organisation et de fonctionnement des institutions	95
B)	L'affirmation des libertés et droits fondamentaux	96
C)	L'inscription solennelle de certaines règles	97
CHAPITRE IV		
	La primauté constitutionnelle	99
Section 1	Les méthodes de contrôle du respect de la Constitution	102
A)	Les critiques formulées à l'encontre d'un contrôle de constitutionnalité	102
B)	Les différents contrôles possibles	104
I.	Un contrôle politique du respect de la Constitution	104
II.	Un contrôle institutionnalisé confié à un organe juridictionnel	105
Section 2	Les tentatives de mise en place d'un contrôle de constitutionnalité en France depuis 1789	108
A)	Des suggestions non réalisées	109
B)	Des dispositifs de contrôle prévus mais sans effectivité	111
C)	L'expérience peu concluante de 1946	113

PARTIE 2

ACTEURS ET ÉVÉNEMENTS DE LA VIE DÉMOCRATIQUE

CHAPITRE I

	Les acteurs de la démocratie	119
Section 1	Le corps électoral	119
A)	Les hésitations durables à l'affirmation du droit de suffrage en France	120
B)	L'affirmation effective du suffrage universel	123
I.	Un suffrage direct non censitaire	123
II.	Un suffrage ouvert aux hommes et aux femmes	123
III.	Un droit de vote accordé plus jeune	124
C)	Le droit de suffrage dans les démocraties étrangères	124
I.	La Grande-Bretagne	125
II.	L'Italie	125
III.	L'Allemagne	126
IV.	Les États-Unis	126
D)	Les conditions actuelles pour être électeur en France	128
I.	Exigence de nationalité	129
II.	Condition d'âge	129
III.	Jouissance des droits civils et politiques	129
IV.	Inscription sur une liste électorale	129
E)	Débats et actualités du droit de vote	130
I.	L'extension du droit de suffrage	130

II.	La représentation du corps électoral	132
III.	La hausse de l'abstention	134
Section 2	Les élus	136
A)	Le nombre des élus	137
B)	Le statut des élus	140
I.	Le statut des élus nationaux	140
a)	Le statut juridique	141
b)	Les facilités financières et fonctionnelles	141
II.	La situation des élus locaux	142
a)	Indemnité	142
b)	Facilités	142
c)	Embryon de statut juridique	143
C)	Le cumul des mandats et des fonctions	144
I.	Le cumul simultané de mandats et des fonctions	144
II.	Le cumul de mandats dans le temps	146
Section 3	Les formations politiques	147
A)	Le développement des partis	147
B)	Les fonctions des formations politiques	149
C)	Les différentes sortes de mouvements politiques	150
D)	Le statut des partis	152
I.	Les partis politiques en droit français	152
II.	Des règles applicables aux partis à l'étranger	152
E)	Des systèmes partisans en mutation	153
Section 4	Les influenceurs	155
A)	Le quatrième pouvoir, de la presse aux réseaux sociaux	155
B)	Groupes de pression et lobbying ou de l'art d'influer sur la décision politique	156
C)	Syndicats, associations, ONG ou la tentation d'agir en politique	157
D)	Le <i>soft power</i> , un mythe ?	158
CHAPITRE II		
	L'expression du suffrage	161
Section 1	La démocratie directe et semi-directe	161
A)	Définitions et principes de la démocratie directe	162
B)	Procédés de la démocratie directe dans quelques pays	165
I.	Allemagne fédérale et Grande-Bretagne, deux pays réticents face au référendum	165
a)	L'Allemagne ou la démocratie sans référendum	165
b)	Le référendum, un instrument suspect au pays de la souveraineté parlementaire	166
II.	États-Unis, Italie, Suisse, trois États favorables à la démocratie directe	169
C)	La démocratie directe en France	174
I.	Les référendums nationaux prévus par la Constitution	175
a)	Le référendum constitutionnel	175
b)	Le référendum législatif	176
c)	La ratification d'un traité d'adhésion d'un nouvel État à l'Union européenne	178

II.	Les consultations référendaires locales	181
a)	Consultations liées à des questions de territoire	181
b)	Procédés de démocratie directe organisés au niveau local	182
Section 2	La démocratie représentative	184
A)	Règles d'organisation des élections	184
I.	Les candidatures	185
II.	Les campagnes électorales	186
III.	Le déroulement du scrutin	187
B)	Méthodes retenues pour assurer la représentation : les modes de scrutin	187
I.	Les scrutins majoritaires	188
II.	Les représentations proportionnelles	188
III.	Avantages et inconvénients des modes de scrutin	190
IV.	Les scrutins mixtes	191
C)	Les modes de désignation des représentants en France	193
CHAPITRE III		
	Le financement de la vie politique	197
Section 1	Le fonctionnement coûteux de la démocratie	198
A)	Des budgets politiques en progression	198
B)	Les ressources insuffisantes des partis et des candidats	200
C)	Pratiques latérales et financements contestables	200
Section 2	La réglementation française du financement de la vie politique	201
A)	Encadrement des recettes et des dépenses	201
I.	Obligations des candidats en matière de recettes et de dépenses	201
II.	L'encadrement des recettes des formations politiques	203
B)	Exigence de déclarations patrimoniales et d'établissement de comptes	204
I.	Déclaration patrimoniale et déclaration d'intérêts	204
II.	Établissement de comptes	204
C)	Contrôle des comptes et des déclarations	205
D)	Financement public des partis et candidats	207
E)	Appréciation du dispositif	208

PARTIE 3

QUELQUES RÉGIMES ÉTRANGERS

CHAPITRE I

	Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne	215
Section 1	Quelques maillons dans l'histoire constitutionnelle britannique	216
A)	La transformation fondamentale de la répartition des rôles entre la Couronne et le Parlement	217
I.	Une limitation des pouvoirs de la royauté	217
II.	L'essor de l'institution parlementaire	217
III.	L'affirmation de droits individuels	218

B)	La naissance du parlementarisme	218
I.	Naissance du cabinet ministériel	218
II.	Responsabilité du cabinet par rapport au Parlement	219
C)	Les évolutions du régime britannique	220
I.	La confirmation du schéma général parlementaire	220
a)	La confirmation du partage des rôles au sein de l'exécutif	220
b)	La confirmation du rôle des chambres	222
II.	Une marche progressive vers le suffrage universel	222
a)	La situation au début du XIX ^e siècle	223
b)	Les réformes électorales du XIX ^e siècle	223
c)	Derniers ajustements au XX ^e siècle	224
III.	Des ajustements récents qui ne remettent pas en cause le système	224
a)	Les évolutions concernant la Chambre des lords	225
b)	La situation des composantes du royaume	225
Section 2	Le souverain britannique et son Gouvernement	226
A)	La Couronne britannique : un vestige quelquefois discuté	227
I.	Un monarque héréditaire	228
II.	Des prérogatives royales effectivement limitées	228
a)	Les privilèges et les pouvoirs théoriquement confiés au souverain	228
b)	Des pouvoirs réels très limités	229
c)	Les conseillers du souverain, le Conseil privé	230
III.	La Couronne, une influence	230
B)	Le Gouvernement de Sa Majesté, une autorité indiscutée	232
I.	L'organisation du Gouvernement britannique	232
a)	Le Premier ministre	233
b)	Le cabinet	234
c)	Le Gouvernement au sens large	235
II.	Les pouvoirs de l'exécutif britannique	236
a)	Les attributions confiées au cabinet	236
b)	Les conditions de la mise en cause de la responsabilité politique	239
Section 3	Le Parlement britannique	240
A)	Un Parlement constitué de deux assemblées	240
I.	La Chambre des communes	241
a)	La composition de la Chambre des communes	241
b)	Le mode d'organisation de la Chambre des communes	241
II.	La Chambre des lords	244
a)	La composition de la Chambre des lords	244
b)	Le mode d'organisation de la Chambre des lords	246
B)	Les attributions du Parlement britannique	246
I.	Le rôle législatif du Parlement	247
II.	Le contrôle parlementaire sur le cabinet	248
C)	Les changements concernant le Parlement	249
Section 4	La démocratie britannique	251
A)	Les élections au Royaume-Uni	252

B)	Les partis politiques britanniques	255
I.	La naissance des partis politiques modernes	255
II.	Les principaux partis politiques britanniques	256
a)	Le Parti conservateur, les <i>Tories</i>	256
b)	Le Parti travailliste, le <i>Labour</i>	257
c)	Les « seconds rôles »	258
III.	Le statut de l'opposition	260
CHAPITRE II		
	Les États-Unis d'Amérique	263
Section 1	Les institutions américaines dans l'histoire	264
A)	L'Amérique du Nord avant la Constitution de 1787	264
I.	L'état de l'Amérique du Nord au XVIII ^e siècle	264
II.	L'indépendance et la naissance des États-Unis	266
B)	L'établissement d'une des premières Constitutions modernes	268
I.	Les fragilités de la Confédération	268
II.	L'élaboration d'une Constitution fédérale	268
C)	Les évolutions institutionnelles constatées au cours du temps	270
I.	Les ajustements apportés au texte de la Constitution	270
II.	L'évolution du fédéralisme	272
III.	Le respect du droit et des procédures	273
Section 2	Le président des États-Unis, un personnage clef	273
A)	L'élection du président des États-Unis	275
I.	La désignation des candidats à l'élection présidentielle	275
a)	La désignation des délégués au niveau de chaque État	275
b)	La convention nationale	276
II.	L'élection du président	277
B)	Les attributions, le statut et l'organisation de la présidence des États-Unis	279
I.	Les pouvoirs du président des États-Unis	280
a)	Le président est détenteur du pouvoir réglementaire	280
b)	Le président est le chef de l'administration fédérale	281
c)	Le président est commandant en chef des armées	281
d)	Le président dirige la diplomatie américaine	282
e)	Le président intervient dans le domaine législatif	283
f)	Le président nomme des juges et a le droit de grâce	283
II.	L'organisation et le statut de la présidence des États-Unis	284
a)	Le mandat du président des États-Unis	284
b)	La mise en accusation du président et sa destitution : l' <i>impeachment</i>	285
C)	Les « hommes du président »	286
I.	Les secrétaires	286
II.	<i>Executive Office of the President</i>	287
a)	Le <i>White House Office/Brain Trust</i>	287
b)	Conseils placés auprès de la présidence des États-Unis	287
III.	Les agences	288

Section 3	Le Congrès des États-Unis, sismographe des électeurs américains	289
A)	Les chambres composant le Congrès	290
I.	La Chambre des représentants et le Sénat	290
a)	La Chambre des représentants	290
b)	Le Sénat	291
II.	Le fonctionnement du Congrès américain	291
a)	Les sessions	292
b)	Les débats	292
c)	Les commissions	293
B)	Les pouvoirs des chambres	294
I.	Les prérogatives communes aux deux assemblées du Congrès	294
a)	Un rôle principal dans les domaines législatif et budgétaire	294
b)	Des pouvoirs constitutionnels et au plan électoral	295
c)	Des attributions plus spécifiques	296
II.	Les spécificités du rôle du Sénat	296
C)	Les moyens d'action respectifs de l'exécutif et des chambres du Congrès	297
I.	Les moyens d'action et de pression du Président sur le Congrès	298
a)	Prérogatives présidentielles résultant de la Constitution	298
b)	Influence présidentielle sur le travail du Congrès	300
II.	Les moyens d'action et de pression du Congrès sur le président des États-Unis	301
Section 4	Les États fédérés, la Cour suprême, les partis politiques américains, acteurs de la démocratie américaine	303
A)	Les États fédérés	303
I.	Quelques repères dans l'histoire du fédéralisme américain	304
a)	Le fédéralisme des origines	304
b)	L'épreuve de la <i>Civil War</i> , guerre de Sécession	304
c)	Les ajustements dans le fédéralisme	305
II.	La place des États fédérés dans les institutions américaines	305
a)	Le rôle des États dans la révision constitutionnelle	305
b)	Les institutions des États	306
c)	Les compétences législatives des États	306
B)	Les juges	308
I.	L'affirmation par la Cour suprême de son rôle de contrôle	308
II.	L'organisation du contrôle de constitutionnalité	309
a)	La composition de la Cour	309
b)	La procédure applicable	310
III.	Une intervention qui peut être discutée	310
C)	Les partis politiques	311
I.	Des partis aux programmes en général assez proches	312
II.	L'organisation des deux grands partis	314

L'Allemagne fédérale

	L'Allemagne fédérale	317
Section 1	L'Allemagne d'une mosaïque d'États à la réunification	318
A)	L'unité tardive de l'Allemagne	318
I.	La situation de l'Allemagne avant son unité	318
II.	L'unité allemande à partir de 1871	319
B)	De la République de Weimar à la chute de la démocratie	320
I.	La République de Weimar	320
II.	La chute de la démocratie et l'instauration du régime hitlérien	321
C)	Du retour de la démocratie à la réunification	322
I.	La renaissance de la démocratie dans un pays divisé	322
II.	Une réunification obtenue à la fin du XX ^e siècle	323
Section 2	Exécutif et législatif en Allemagne fédérale	325
A)	Les institutions exécutives et législatives de la RFA	326
I.	Les institutions parlementaires allemandes	326
II.	Les organes chargés de l'exécutif	328
a)	Le président de la République fédérale	328
b)	Le chancelier	329
c)	Le Gouvernement	330
B)	Les rapports entre les institutions : un cadre très organisé	331
I.	Les règles en temps normal	331
II.	Les circonstances d'exception	332
III.	Une pratique inégale des mécanismes du parlementarisme rationalisé	333
Section 3	Le fédéralisme allemand	338
A)	Les institutions fédérales allemandes	339
I.	Les Länder allemands	339
II.	Les organes du fédéralisme	340
a)	Le <i>Bundesrat</i>	340
b)	Le Tribunal constitutionnel fédéral de Karlsruhe	340
B)	La répartition des rôles entre le <i>Bund</i> et les <i>Länder</i>	341
I.	Les principes	341
II.	Les rôles respectifs effectifs du <i>Bund</i> et des <i>Länder</i>	342
C)	Le fonctionnement du fédéralisme allemand	343
I.	Un fédéralisme favorable à l'État fédéral	343
II.	Un fédéralisme réel	343
III.	Un fédéralisme estompé mais réformé	344
Section 4	La démocratie allemande	345
A)	Un paysage partisan en évolution	346
I.	Deux grandes formations politiques longtemps dominantes	346
a)	Le SPD – <i>Sozialdemokratische Partei Deutschland</i>	346
b)	La CDU/CSU – <i>Christlich-Demokratische-Union/Christlich-Soziale-Union</i>	347
II.	Deux partis faiseurs de rois	348
a)	Le Parti libéral, le FDP	348
b)	Le Parti écologiste, <i>Die Grünen</i>	349

III.	L'émergence récente de nouveaux partis	350
a)	<i>Die Linke</i>	350
b)	Alternative für Deutschland (AfD)	351
B)	Une nouvelle architecture des accords gouvernementaux	352

PARTIE 4

LES CONSTITUTIONS FRANÇAISES ANTÉRIEURES À 1958

CHAPITRE I

Les questions constitutionnelles au XVIII^e siècle 359

Section 1 **L'organisation des institutions sous la monarchie** 360

A)	Une monarchie de droit divin qui tend à l'absolutisme	361
B)	Un régime fondé sur les lois fondamentales du royaume	363

Section 2 **La critique du régime et les projets de substitution** 366

A)	Les reproches faits au régime	366
B)	Des systèmes qui pourraient se substituer à l'existant	367
I.	Un nouvel équilibre au sein des institutions	368
II.	La prise en compte du principe démocratique	369
III.	La recherche d'une synthèse entre différentes préoccupations	370

Section 3 **Un régime frappé par des abus mais qui essaie d'évoluer sans réussir à faire passer ses réformes** 372

A)	Abus et faiblesses des institutions sous l'ancienne monarchie	372
B)	Réorganisation administrative et tentatives de réforme	375

CHAPITRE II

Imaginer un nouveau cadre constitutionnel

La Révolution et l'Empire 381

Section 1 **L'instauration d'une monarchie constitutionnelle en 1791** 381

A)	L'élaboration de la première Constitution écrite en France	382
I.	Le bouillonnement des idées	382
II.	Les principales étapes vers l'établissement de la Constitution	383
III.	Les questions débattues	386
B)	L'instauration d'une monarchie constitutionnelle	388
I.	Présentation générale de la Constitution de 1791	388
II.	Principales dispositions portant sur l'organisation des pouvoirs publics	390
a)	La représentation	390
b)	Le pouvoir exécutif	393
c)	Les relations entre les différentes autorités	395
C)	Une première expérience constitutionnelle brève et peu concluante	396
I.	Un échec dû au contenu même des règles constitutionnelles	397
a)	Les relations délicates entre les différents pouvoirs	398
b)	Les mécontentements générés par la Constitution	401
c)	Un texte difficile à amender	402

II.	Des circonstances défavorables à la mise en œuvre d'un nouveau cadre institutionnel	404
a)	Les circonstances politiques, économiques et sociales	404
b)	Le contexte international	404
III.	Une responsabilité partagée entre les acteurs du nouveau régime	405
Section 2	Les hésitations constitutionnelles après la chute de la royauté	406
A)	La difficile préparation d'une Constitution jamais appliquée	408
I.	Le contexte historique	408
II.	Présentation générale et contenu de la Constitution de l'an I	410
a)	La déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793, an I	410
b)	La Constitution proprement dite	411
III.	Appréciation générale	413
B)	Un gouvernement révolutionnaire basculant dans la dictature et la terreur	415
I.	Un gouvernement révolutionnaire dominé par le Comité de salut public	415
II.	La dictature et la terreur jusqu'à thermidor	417
Section 3	L'apparente stabilisation permise par le Directoire	418
A)	La mise en place hésitante des nouvelles institutions	419
I.	Les hésitations sur les institutions	420
II.	Le choix d'une nouvelle Constitution au contenu fort débattu	421
B)	Les grands traits du Directoire	423
I.	Le système électoral	423
II.	Les droits et les devoirs	424
III.	Les instances chargées du pouvoir législatif	425
IV.	Un exécutif subordonné	427
V.	Des instances judiciaires	429
VI.	Les rapports entre les institutions	430
C)	Un régime instable ouvrant la voie à Bonaparte	431
I.	Un texte imparfait mais pas responsable de l'échec	432
II.	Les difficultés rencontrées par le Directoire	432
Section 4	La fin de la Révolution avec le Consulat et l'Empire	434
A)	Le Consulat	436
I.	Le contexte et la préparation du nouveau texte	436
II.	Le contenu de la Constitution de l'an VIII	437
a)	Les citoyens dans la Constitution de l'an VII	437
b)	L'exécutif	439
c)	Le législatif	441
B)	L'Empire	445
I.	Le cheminement jusqu'à l'Empire	445
a)	Un Consulat très durable	446
b)	L'instauration de l'Empire	448
II.	Le triomphe de l'absolutisme	451
a)	Les apparences du régime constitutionnel et démocratique	452
b)	Un système dominé par un chef absolu, l'empereur	452

Le XIX^e siècle, temps des Restaurations

	457
Section 1 Les monarchies constitutionnelles de 1814 et 1830	458
A) La première Restauration et la Charte constitutionnelle de 1814	458
I. Le passage de l'empire à la royauté constitutionnelle	459
II. La nouvelle Constitution française, la Charte constitutionnelle de 1814	461
a) Principes suivis par la Charte	462
b) Les différentes autorités	462
c) L'établissement du régime parlementaire	464
B) La monarchie de Juillet établie par la Charte de 1830	465
I. Le renvoi de Charles X et son remplacement par le roi des Français Louis-Philippe I ^{er}	466
II. La nouvelle Charte du 14 août 1830	470
a) Une Charte se voulant plus populaire	470
b) Un texte présentant des changements symboliques	471
c) Une Constitution comportant des modifications institutionnelles	472
d) Les textes complémentaires à la Charte de 1830	473
C) Les Chartes ou la naissance en France d'un parlementarisme élitaire	475
I. Le développement du parlementarisme en France	475
a) Apparition du régime parlementaire dès la Restauration	476
b) Confirmation et renforcement du parlementarisme pendant la monarchie de Juillet	477
II. Un manque d'assise populaire	479
Section 2 La II^e République	480
A) La révolution de 1848 et la préparation d'une nouvelle Constitution républicaine	482
I. La révolution de 1848	482
II. La préparation de la nouvelle Constitution	484
B) Une restauration républicaine originale imaginée par la Constitution de 1848	487
I. Une inspiration nouvelle dans les droits proclamés	487
II. Des institutions démocratiquement élues	489
a) Le pouvoir législatif	489
b) Le pouvoir exécutif	489
III. Des rapports délicats entre les différents pouvoirs	491
C) Un système peu viable	492
I. L'échec électoral des fondateurs du régime	493
II. L'émergence rapide de difficultés	494
Section 3 Le Second Empire	497
A) Le coup d'État du 2 décembre 1851 et la définition d'une nouvelle Constitution	498
I. Le coup d'État du 2 décembre 1851	499
II. L'élaboration expresse d'une Constitution qui devra être complétée	501
B) L'établissement d'un système autoritaire	503
I. Un acteur principal : le chef de l'État	503
II. Des institutions secondaires soumises au premier personnage de l'État	508
a) Le Conseil d'État	508
b) Le Sénat	509
c) Le Corps législatif	512

III.	Une réaffirmation d'un suffrage universel très contrôlé	514
a)	Un suffrage universel rétabli	514
b)	L'expression fort encadrée du suffrage	515
C)	Le cheminement trop tardif de l'autoritarisme vers une libéralisation	516
I.	Des ajustements répétés à la Constitution de 1852	517
II.	L'élaboration d'un nouveau cadre constitutionnel à partir de 1869	519
a)	La révision profonde des institutions en septembre 1869	519
b)	La nouvelle Constitution de 1870	520
CHAPITRE IV		
	Instaurer le parlementarisme en république	525
Section 1	Une Constitution républicaine écrite par des monarchistes	526
A)	Des lois constitutionnelles rédigées dans l'attente du retour d'un prince	526
B)	La crise de jeunesse du 16 mai 1877 qui détermine les relations entre les pouvoirs	530
I.	La crise du 16 mai 1877	530
II.	Les conséquences du bras de fer entre le président et les chambres	532
III.	Les ajustements apportés à la Constitution de la III ^e République	532
Section 2	Les institutions de la III^e République	533
A)	Les organes de l'exécutif	533
I.	Le président de la République	533
II.	Le président du Conseil et les ministres	536
B)	Les organes du législatif	536
I.	La Chambre des députés	537
II.	Le Sénat	537
C)	Les rapports entre les pouvoirs	538
I.	Les moyens réciproques d'action des pouvoirs publics	538
II.	Des dérives regrettables dans le fonctionnement du régime	540
a)	Une immixtion discutable de l'exécutif dans la fonction législative	540
b)	Une instabilité gouvernementale chronique	541
c)	Un glissement vers le régime d'assemblée	542
Section 3	Un régime parlementaire en république	543
A)	Un régime décrié qui a cependant des vertus	543
B)	L'adaptation du parlementarisme à la république	544

PARTIE 5

LA V^e RÉPUBLIQUE

CHAPITRE I

	La naissance d'un nouveau régime	549
Section 1	L'effondrement d'une république innovante mais défaillante	550
A)	Les règles quelquefois innovantes établies par la Constitution de la IV ^e République	550
B)	La IV ^e République, un régime défaillant	553
I.	Une distance par rapport aux règles du parlementarisme rationalisé	554
II.	Une extension abusive du domaine réglementaire	554

III.	Des crises ministérielles à répétition	555
a)	Un système politique éparpillé du fait du système électoral	555
b)	Des coalitions difficiles à former et surtout à maintenir	557
Section 2	La transition vers une nouvelle Constitution	559
A)	Le contexte du retour aux affaires du général de Gaulle	559
B)	La méthode de préparation du nouveau texte constitutionnel	562
I.	Une transition constitutionnelle rattachée à la procédure de révision de 1946	562
II.	La loi constitutionnelle du 3 juin 1958 et la préparation de la nouvelle Constitution	566
a)	Les principes à mettre en œuvre lors de la révision	566
b)	L'élaboration et l'adoption de la Constitution	567
Section 3	Une république parlementaire aux traits particuliers	570
A)	L'instauration d'un régime parlementaire	571
B)	L'introduction d'innovations sérieuses	573
C)	Le renouvellement du rôle du chef de l'État	574
CHAPITRE II		
	La restauration du pouvoir exécutif	577
Section 1	L'affirmation du pouvoir présidentiel au sein de l'exécutif	578
A)	La désignation au suffrage universel du président de la République	578
I.	Les règles initiales prévues pour l'élection du président de la République	578
II.	L'élection du président de la République au suffrage universel direct depuis 1965	580
III.	Les règles à respecter lors des élections présidentielles	582
a)	Les conditions personnelles de candidature	582
b)	Les déclarations d'intérêts et d'activités et la déclaration de patrimoine	582
c)	La présentation des candidats par des élus	582
d)	Les conditions de financement de la campagne présidentielle	584
IV.	L'élection présidentielle et son contrôle	585
B)	Des compétences présidentielles renouvelées	587
I.	Les attributions du président de la République	587
a)	Les attributions classiques d'un président de régime parlementaire	588
b)	Les compétences renouvelées du chef de l'État	589
c)	Les nouveaux pouvoirs confiés au chef de l'État	594
II.	Les limites apportées aux pouvoirs du chef de l'État	598
a)	Les pouvoirs présidentiels soumis au contreseing	599
b)	Les actes du chef de l'État dispensés du contreseing	600
III.	Intérim et suppléance de la présidence de la République	601
a)	L'intérim de la présidence de la République	601
b)	La suppléance du président de la République	602
C)	Le statut du président : une responsabilité juridique et politique réduite	602
I.	La responsabilité personnelle	603
II.	La responsabilité politique	605
Section 2	Le Gouvernement	607
A)	Les compétences gouvernementales	607
I.	Les prérogatives confiées personnellement au Premier ministre	608
a)	Les pouvoirs du Premier ministre dans l'élaboration des règles	608

b)	Le pouvoir de nomination des agents de l'État	610
c)	L'engagement de la responsabilité devant le Parlement	610
d)	Des compétences particulières auprès du président de la République	611
II.	Les pouvoirs donnés en commun au Gouvernement	611
a)	Des prérogatives fondamentales d'un usage fréquent	611
b)	Des pouvoirs « exceptionnels » confiés au Gouvernement	612
B)	La composition et le statut du Gouvernement	614
I.	La composition du Gouvernement	614
a)	Les règles figurant dans la Constitution	614
b)	La composition des Gouvernements en pratique	615
II.	Le fonctionnement du Gouvernement	616
III.	Le statut des membres du Gouvernement	618
a)	Les incompatibilités imposées aux membres du Gouvernement	618
b)	La responsabilité personnelle des ministres	620
C)	Les responsabilités politiques du Gouvernement	621
Section 3	L'extension des compétences présidentielles aux dépen du Gouvernement	625
A)	L'extension gaullienne des fonctions présidentielles	626
B)	La primauté présidentielle confirmée par les successeurs du premier Président	628
C)	Les parenthèses impliquées par les cohabitations	630
D)	Le quinquennat : de la concentration des pouvoirs au sein de l'exécutif à la confusion	631
CHAPITRE III		
	Un Parlement à la recherche d'un rôle	635
Section 1	Des parlementaires au statut proche dans un bicaméralisme inégalitaire	636
A)	La désignation des parlementaires et le statut dont ils bénéficient	636
I.	La composition des assemblées sous la V ^e République	637
a)	La composition de l'Assemblée nationale	637
b)	La composition du Sénat	638
II.	Le statut des parlementaires	642
B)	L'organisation et le fonctionnement du Parlement	645
I.	Les sessions du Parlement	645
a)	Les sessions ordinaires	645
b)	Les sessions extraordinaires	646
c)	Les sessions de droit	648
II.	Les organes des chambres	648
a)	Les organes de direction des chambres	648
b)	Les organes de contrôle et de préparation du travail parlementaire	650
c)	Les organes de regroupement des parlementaires	652
III.	Les séances du Parlement	653
C)	Des chambres aux pouvoirs différents à certains titres	653

Section 2	Un Parlement qui, de façon très dirigée, légifère, consent et contrôle	654
A)	Légiférer d'une main guidée par le Gouvernement	655
I.	Les différentes catégories de loi	655
II.	Les limites au domaine de la loi	657
a)	La délimitation du domaine de la loi	658
b)	L'exercice des compétences législatives par le Gouvernement : les ordonnances	660
c)	Les transferts de compétences à l'Union européenne	662
III.	Un travail législatif très encadré	663
a)	La préparation du texte et son examen en commission	663
b)	L'examen en séance plénière	665
IV.	Une loi soumise à des contrôles	668
B)	Un rôle budgétaire très contraint	669
I.	Les différentes occasions données au Parlement d'intervenir au plan budgétaire	670
a)	Les lois intervenant dans le domaine budgétaire	670
b)	Les débats d'orientation budgétaire	671
c)	Le contrôle parlementaire des finances publiques	672
II.	La participation très encadrée des parlementaires au processus budgétaire	672
a)	Les initiatives très limitées du Parlement sur le plan budgétaire	672
b)	Un examen des lois financières sous contrainte	673
III.	Les ajustements récents apportés aux règles budgétaires	675
a)	La LOLF, une initiative parlementaire créant des potentialités	675
b)	Du traité de Maastricht au TSCG, des finances publiques sous un potentiel contrôle	676
C)	Un contrôle modeste de l'action de l'exécutif	677
I.	La mise en cause de la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale	677
II.	Les divers moyens de contrôle à la disposition des parlementaires	679

CHAPITRE IV

Une Constitution beaucoup modifiée mais contrôlée

Section 1	La V^e République, une Constitution beaucoup modifiée	686
A)	Les règles pour modifier la Constitution	686
I.	Le processus de révision établi par le titre XVI	686
a)	L'initiative de la révision	687
b)	Les restrictions portant sur les domaines de la révision	687
c)	Les restrictions circonstanciées à la révision	688
d)	Les étapes de la révision	688
e)	Un processus qui peut échouer et fait peu appel à la population	689
II.	La révision constitutionnelle opérée au moyen du référendum de l'article 11	692
B)	Les nombreuses révisions de la Constitution depuis 1958	695
I.	Des réformes importantes mais peu nombreuses jusqu'aux années 1990	696
II.	Une « révisionniste » aiguë pendant une vingtaine d'années	696
III.	L'absence de révision constitutionnelle de 2008 à 2024	698

Section 2	La V^e République, l'instauration du contrôle de constitutionnalité	698
A)	Le président de la République veille au respect de la Constitution	699
B)	Le Conseil constitutionnel, gardien juridictionnel de la Constitution	701
I.	Les fonctions confiées au Conseil constitutionnel	702
a)	Contrôle des consultations électorales et des référendums	702
b)	Délimitation des compétences entre les pouvoirs réglementaire et législatif	705
c)	Conditions d'exercice des pouvoirs de l'article 16	705
d)	Conformité des accords internationaux à la Constitution	706
e)	Examen du règlement des assemblées	708
f)	Contrôle de la constitutionnalité des lois	709
II.	Les membres du Conseil constitutionnel et leur statut	712
III.	Une juridicisation du droit constitutionnel	715

CHAPITRE V

Une république insérée dans le monde, intégrée en Europe et décentralisée

Section 1	Une république insérée dans le monde	720
A)	Les développements des relations extérieures	721
I.	La conduite des relations extérieures	721
II.	La procédure applicable aux accords et traités	721
B)	La valeur supérieure à la loi des accords internationaux	723
C)	Le contrôle de constitutionnalité des accords et traités	724
Section 2	Une république intégrée en Europe	725
A)	La construction européenne, une architecture diverse	726
B)	Les implications constitutionnelles de l'appartenance à l'Union européenne	727
C)	Les incidences institutionnelles de la participation à l'Union européenne	731
Section 3	Une république décentralisée	733
A)	Une république indivisible confiant des rôles aux territoires	733
B)	Le cadre constitutionnel de la décentralisation	734
C)	Une décentralisation approfondie prise par le doute	736

CHAPITRE VI

Des conseils et des juges

Section 1	Les conseils	742
A)	Le Conseil économique, social et environnemental	742
B)	La Cour des comptes	744
I.	Les fonctions confiées à la Cour des comptes	744
II.	L'organisation et la composition de la Cour des comptes	745
C)	Le Conseil d'État	746
I.	Les fonctions du Conseil d'État	747
II.	La composition et l'organisation du Conseil d'État	748

Section 2	Les juges	748
A)	L'autorité judiciaire	749
I.	L'intervention du législateur concernant la justice	749
II.	Le Conseil supérieur de la magistrature	749
B)	Les juridictions administratives	751
	Bibliographie	755